

ANNEXE II

Modification apportée au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Article 3.3

Remplacer le deuxième tableau figurant au sous-alinéa *i* de l'alinéa *b* par le tableau suivant:

Montant total soumis à retenue (en dollars des États-Unis)	Taux de contribution servant à déterminer les traitements bruts de base	
	Fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge	Fonctionnaires n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge
Première tranche de 15 000 dollars par an	9,0	12,4
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	21,0	26,9
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	25,0	30,3
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	29,0	34,6
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	32,0	36,9
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	35,0	40,5
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	37,0	42,7
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	39,0	44,5
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	40,0	45,4
Tranche suivante de 15 000 dollars par an	41,0	46,0
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	42,0	50,0
Au-delà	43,0	52,5

ANNEXE III

Montants des indemnités pour enfants à charge et pour personne indirectement à charge

(En monnaie locale)

Pays	Monnaie	Indemnité pour enfants à charge	Indemnité pour personne indirectement à charge
Allemagne	Deutsche mark	3 278	1 176
Autriche	Schilling	22 834	8 435
Belgique	Franc belge	56 721	18 140
Danemark	Couronne danoise	10 661	3 082
France	Franc français	8 195	2 719
Guyane	Franc français	8 195	2 719
Irlande	Livre irlandaise	925	303
Japon	Yen	322 196	146 370
Luxembourg	Franc luxembourgeois	56 721	18 110
Monaco	Franc français	8 195	2 719
Pays-Bas	Florin	3 614	1 231

Suisse	Franc suisse	2 718	1 211
États-Unis d'Amérique et reste du monde ^a	Dollar des États-Unis	1 400	500

^a À la suite d'une étude sur les monnaies, ce groupe comptera aussi, à partir du 1er janvier 1995, les pays suivants: Espagne, Finlande, Italie, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et les pays de la zone franc CFA.

49/224. Régime des pensions des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/242 du 21 décembre 1990, 46/192 du 20 décembre 1991, 47/203 du 22 décembre 1992 et 48/224 et 48/225 du 23 décembre 1993,

Ayant examiné le rapport que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies lui a présenté, ainsi qu'aux organisations affiliées à la Caisse, pour l'année 1994⁶⁷, le chapitre III.A du rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 1994⁶¹, le rapport du Secrétaire général sur les placements de la Caisse⁶⁸ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶⁹,

I

QUESTIONS ACTUARIELLES

Rappelant la section II de sa résolution 47/203 et la section II de sa résolution 48/225,

1. *Accueille avec satisfaction* les modifications que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a apportées à la présentation des résultats de l'évaluation de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au 31 décembre 1993, comme suite aux demandes formulées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes et après discussion avec le Comité des commissaires aux comptes, à l'effet de présenter *a)* les résultats de l'évaluation à la fois en dollars et sous forme de pourcentages de la rémunération considérée aux fins de la pension, *b)* des informations complémentaires sur la valeur des éléments d'actif et de passif, et *c)* les observations de l'Actuaire-conseil et du Comité d'actuaire sur le niveau des actifs de la Caisse par rapport au passif, actuel et prévu;

2. *Prend note* de l'accroissement du déséquilibre actuariel, qui est passé de 0,57 à 1,49 p. 100 de la rémunération considérée aux fins de la pension, suivant l'évaluation de la Caisse effectuée au 31 décembre 1993, des éléments qui ont contribué à cet accroissement, en particulier l'augmentation de l'espérance de vie des retraités, et des observations de l'Actuaire-conseil, du Comité d'actuaire et du Comité mixte relatives aux résultats de l'évaluation;

3. *Prend note en particulier* des avis exprimés par l'Actuaire-conseil et le Comité d'actuaire — tels qu'ils figurent aux annexes IV et V du rapport du Comité mixte⁶⁷, respectivement — selon lesquels, sur la base de l'évaluation au 31 décembre 1993, il n'y a pas à couvrir de déficit au sens de l'article 26 des statuts de la

⁶⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 9 (A/49/9).

⁶⁸ A/C.5/49/3.

⁶⁹ A/49/576.

Caisse⁷⁰, et le taux de cotisation actuel de 23,7 p. 100 de la rémunération considérée aux fins de la pension peut être maintenu pour assurer le provisionnement des obligations de la Caisse, en attendant qu'il soit réexaminé lors de la prochaine évaluation, prévue au 31 décembre 1995;

4. *Note* que le Comité mixte a examiné le taux d'intérêt et la table de mortalité utilisés pour convertir en capital une partie de la pension et qu'il a décidé, en vertu de l'article 11 des statuts de la Caisse, a) de maintenir le taux d'intérêt actuel de 6,5 p. 100, étant entendu que ce taux sera de nouveau revu par le Comité permanent du Comité mixte en 1995, et b) d'inviter le Comité d'actuaire à mettre au point une table de mortalité unisexe révisée, fondée sur les hypothèses d'espérance de vie retenues pour l'évaluation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 1993, et qui serait soumise à l'approbation du Comité permanent et appliquée à compter du 1er juillet 1995 pour convertir en capital une partie de la pension;

5. *Approuve*, avec effet au 1er juillet 1995, une augmentation du nombre maximum d'années d'affiliation ouvrant droit à pension, de façon qu'en sus de 35 ans d'affiliation, toute année accomplie à compter du 1er juillet 1995 soit prise en compte au taux de 1 p. 100 par an, le taux d'accumulation maximum étant de 70 p. 100 au total, et modifie en conséquence, avec effet au 1er juillet 1995, l'article 28 des statuts de la Caisse, comme il est indiqué à l'annexe I de la présente résolution;

6. *Donne son assentiment* aux accords de transfert conclus avec la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, approuvés par le Comité mixte conformément à l'article 13 des statuts de la Caisse en vue d'assurer la continuité des droits à pension entre ces organisations et la Caisse, accords figurant dans l'annexe VII du rapport du Comité mixte⁶⁷;

II

RÉMUNÉRATION CONSIDÉRÉE AUX FINS DE LA PENSION

Rappelant la section II de sa résolution 45/242, la section III de sa résolution 46/192 et les sections IV et VI de sa résolution 47/203,

Approuve, avec effet au 1er avril 1995, les modifications qu'il est proposé d'apporter à l'article 54 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies figurant à l'annexe I de la présente résolution, en vue d'inclure dans les statuts le dernier barème de la rémunération considérée aux fins de la pension des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, de définir la rémunération considérée aux fins de la pension des fonctionnaires hors cadre et des agents du Service mobile, et de définir dans quelles conditions et dans quelle mesure les échelons de mérite ou d'ancienneté ouvrent droit à pension;

III

SYSTÈME D'AJUSTEMENT DES PENSIONS

Rappelant la section IV de sa résolution 46/192, la section V de sa résolution 47/203 et la section I de sa résolution 48/225,

1. *Prend note* de l'étude de différents aspects du système d'ajustement des pensions dont le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies rend compte à la section VI de son rapport⁶⁷ et note que le Comité a l'intention de procéder à des études supplémentaires lors de sa prochaine session ordinaire, en 1996;

2. *Prend également note* des résultats de la première analyse du coût de la modification à long terme du système d'ajustement des pensions, entrée en vigueur le 1er avril 1992, que le Comité mixte a effectuée sur la base des coûts effectifs pour la période

allant du 1er avril 1992 au 31 mars 1994, d'où il ressort que le coût à long terme est évalué à 0,26 p. 100 de la rémunération considérée aux fins de la pension alors que l'estimation antérieure était de 0,30 p. 100, et note que le Comité mixte compte reprendre l'examen de cette question à sa prochaine session ordinaire, sur la base de la seconde évaluation des coûts effectifs, dans le cadre de l'évaluation de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au 31 décembre 1995;

3. *Approuve*, avec effet au 1er juillet 1995, la réduction du "plafond de 120 p. 100" prévu par le système d'ajustement des pensions, réduction qui, selon les modalités décrites au paragraphe 166 du rapport du Comité mixte, consistera à ramener ce plafond à 110 p. 100 dans le cas des participants dont la cessation de service interviendra le 1er juillet 1995 ou ultérieurement, ainsi que les modifications à apporter en conséquence au système d'ajustement des pensions, indiquées à l'annexe II de la présente résolution;

4. *Approuve également*, avec effet au 1er juillet 1995, l'application aux agents des services généraux et des catégories apparentées de la modification à long terme du système d'ajustement des pensions, entrée en vigueur le 1er avril 1992, la révision correspondante du barème des différentiels de coût de la vie et du barème des ajustements spéciaux applicables aux petites pensions figurant à la section E du système d'ajustement des pensions, ainsi que les modifications à apporter en conséquence au système d'ajustement des pensions, indiquées à l'annexe II de la présente résolution;

5. *Prend note* de la décision prise par le Comité mixte et par la Commission de la fonction publique internationale d'attendre 1996 pour présenter à l'Assemblée générale des recommandations sur une modification éventuelle de l'indice spécial pour les retraités, dans le cadre de la révision complète de la rémunération considérée aux fins de la pension et des pensions des différentes catégories de fonctionnaires;

IV

ADMISSION DU CENTRE INTERNATIONAL POUR LE GÉNIE GÉNÉTIQUE ET LA BIOTECHNOLOGIE

Décide d'admettre le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie à participer à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément à l'article 3 des statuts de la Caisse, avec effet au 1er janvier 1996, sous réserve qu'avant cette date, le Centre adopte un statut et un règlement du personnel et des barèmes de rémunération conformes au régime commun des traitements et autres conditions d'emploi;

V

DÉPENSES D'ADMINISTRATION

Approuve, pour l'administration de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, des dépenses additionnelles, directement à la charge de la Caisse, d'un montant total net de 390 200 dollars des États-Unis pour l'exercice biennal 1994-1995;

VI

QUESTIONS DIVERSES

1. *Prie* les organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le Secrétaire exécutif du Tribunal administratif des Nations Unies et le Greffier du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, conformément au paragraphe 7 de la section VI de sa résolution 48/224, d'informer la Caisse de toutes affaires en cours ayant pour elle des incidences directes ou indirectes, de façon que ses intérêts soient dûment représentés;

⁷⁰ JSPB/G.4/Rev.14.

2. *Note avec satisfaction* que le Comité des commissaires aux comptes a indiqué, entre autres, que la présentation des états financiers de la Caisse pour l'exercice biennal 1992-1993 était en conformité avec plusieurs des normes comptables communes au système des Nations Unies, et demande que les modifications qu'il a recommandées en la matière soient appliquées dès que possible, de façon que les états financiers de la Caisse soient totalement conformes à ces normes;

3. *Note* la décision prise par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies comme suite à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes concernant l'audit interne des activités de la Caisse, ainsi que des observations y relatives du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷¹;

4. *Prie* le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies de lui rendre compte, dans le cadre des prévisions révisées pour l'exercice biennal 1994-1995 et des prévisions initiales pour l'exercice biennal 1996-1997, des arrangements pris concernant l'audit interne des activités de la Caisse et des dépenses correspondantes;

5. *Prie également* le Comité mixte de continuer à examiner les procédures de suivi et de contrôle des prestations versées par la Caisse, afin de renforcer le processus de vérification, notamment dans le cas des pensions de réversion, et de lui présenter un rapport sur la question lors de sa cinquante et unième session;

6. *Prend note* des observations formulées par le Comité mixte à la section VII de son rapport⁶⁷ en ce qui concerne les très nombreuses représentations faites par d'anciens participants touchés par l'application des accords de transfert avec l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques, l'ex-République socialiste soviétique d'Ukraine et l'ex-République socialiste soviétique de Biélorussie, et des dispositions que le Comité mixte a prises à ce jour, par l'intermédiaire de son secrétaire, pour engager des consultations avec la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies et avec les autorités nationales compétentes, en vue de déterminer dans quelle mesure on pourrait résoudre les problèmes soulevés par l'interprétation et l'application desdits accords;

7. *Note* que la Caisse a transféré au régime de sécurité sociale de l'ex-Union soviétique la valeur actuarielle des droits à pension acquis par d'anciens participants, comme l'exigent les accords de transfert;

8. *Se félicite* de la création d'un groupe de travail, composé de hauts fonctionnaires représentant les ministères et organismes concernés de la Fédération de Russie, ainsi que de représentants des anciens participants à la Caisse, qui sera chargé de traiter des problèmes susmentionnés;

9. *Invite* toutes les parties intéressées à continuer de rechercher des solutions aux problèmes soulevés par l'interprétation et l'application des trois accords de transfert, en veillant à respecter l'esprit et la lettre desdits accords;

10. *Prend note* du fait que le Comité mixte a décidé de ne pas proposer pour le moment de modifier le nombre de membres et la composition du Comité mixte et de son comité permanent, mais de garder la question à l'étude et de lui présenter un nouveau rapport à ce sujet à sa cinquante-troisième session, en 1998;

11. *Prend note également* des observations du Comité mixte sur la participation à ses sessions et, s'agissant de son comité permanent, sur la participation à ses réunions et sur leur fréquence, ainsi que des modifications apportées au règlement intérieur de la Caisse en ce qui concerne la participation aux réunions du Comité permanent;

12. *Prend note en outre* des autres questions abordées dans le rapport du Comité mixte;

VII

PLACEMENTS DE LA CAISSE

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les placements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies⁶⁸, ainsi que des observations que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a formulées concernant les placements de la Caisse et les services de garde des titres, ainsi que la composition et le nombre de membres du Comité des placements⁷²;

2. *Accueillerait avec intérêt* toute proposition qui permettrait d'améliorer et de suivre la performance à long terme des placements de la Caisse, compte tenu des intérêts des participants, de l'importance des montants en jeu et des critères établis de sécurité, de rentabilité, de liquidité et de convertibilité et, à ce propos, invite le Secrétaire général à revoir les arrangements prévus en matière de conseils institutionnels;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à l'avenir, dans ses rapports sur les placements de la Caisse, une analyse plus complète de la performance de ces placements et de leurs principales composantes, qui permette notamment, lorsque cela est possible, d'évaluer le rendement desdits placements par rapport à celui des portefeuilles d'autres caisses de retraite ou à des indicateurs de référence;

4. *Note avec satisfaction* que les nouveaux arrangements en matière de services de garde de titres devraient entre autres se traduire par des économies, et prie le Secrétaire général de garder à l'étude le coût de ces nouveaux arrangements, en tenant compte de ce que coûtent les services de garde à d'autres caisses de retraite;

5. *Note également avec satisfaction* que plusieurs États Membres qui, jusque-là, n'avaient pas exonéré d'impôt les revenus des placements de la Caisse ont décidé de le faire, et demande instamment aux États Membres qui n'accordent pas actuellement cette exonération d'impôt de tout mettre en oeuvre pour le faire le plus vite possible.

95^e séance plénière
23 décembre 1994

ANNEXE I

Modifications des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Article 28

Pension de retraite

Remplacer le sous-alinéa iii) de l'alinéa b par le texte suivant:

"b) iii) Les 25 années suivantes d'affiliation du participant à la Caisse par 2 p. 100 de sa rémunération moyenne finale; et"

À l'alinéa b, ajouter un sous-alinéa iv), se lisant comme suit:

"b) iv) Les années d'affiliation du participant à la Caisse en sus de 35 ans et accomplies à compter du 1er juillet 1995 par 1 p. 100 de sa rémunération moyenne finale, le taux d'accumulation maximum étant de 70 p. 100 au total."

À l'alinéa c, ajouter un sous-alinéa iii), se lisant comme suit:

"c) iii) Le nombre d'années d'affiliation du participant à la Caisse en sus de 35 ans et accomplies à compter du 1er juillet 1995 par 1 p. 100 de sa rémunération moyenne finale, le taux d'accumulation maximum étant de 70 p. 100 au total."

⁷² Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n^o 9 (A/49/9), sect. IV.

⁷¹ A/49/576, sect. VI.

Article 54

Rémunération considérée aux fins de la pension

Remplacer l'alinéa b par le texte suivant:

"b) Dans le cas des participants qui sont administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur, le barème de la rémunération considérée aux fins de la pension en vigueur au 1er novembre 1994 est indiqué à l'appendice B aux présents statuts. Il sera ajusté à la même date que les montants de la rémunération nette des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur à New York. Cet ajustement représentera un pourcentage uniforme égal au pourcentage de variation moyenne pondérée des montants de la rémunération nette déterminée par la Commission de la fonction publique internationale."

Ajouter le texte suivant:

"c) i) Dans le cas des participants nommés ou élus à un poste de fonctionnaire hors cadre le 1er avril 1995 ou ultérieurement, la rémunération considérée aux fins de la pension sera fixée par l'organe délibérant ayant compétence pour déterminer leurs autres conditions d'emploi, conformément à la méthode recommandée par la Commission de la fonction publique internationale et approuvée par l'Assemblée générale, et sera

ensuite ajustée selon la procédure décrite à l'alinéa b) ci-dessus;

"ii) Dans le cas des participants ayant déjà la qualité de fonctionnaire hors cadre au 31 mars 1995, la rémunération considérée aux fins de la pension sera maintenue au même niveau sans ajustement jusqu'à ce qu'elle soit dépassée par la rémunération considérée aux fins de la pension découlant de l'application de la méthode visée au sous-alinéa i) ci-dessus;

"d) Dans le cas des participants de la catégorie du Service mobile, le barème de la rémunération considérée aux fins de la pension en vigueur au 1er novembre 1994 est indiqué à l'appendice C aux présents statuts. Il sera ensuite ajusté conformément à la procédure décrite à l'alinéa b) ci-dessus;

"e) Aucun avancement d'échelon au-delà du dernier échelon du barème de la rémunération brute considérée aux fins de la pension fixé selon la méthode approuvée par l'Assemblée générale sur la recommandation de la Commission de la fonction publique internationale ne sera pris en compte pour les participants admis ou réadmis à la Caisse le 1er janvier 1994 ou ultérieurement. Toutefois, tout avancement d'échelon accordé conformément aux dispositions du statut ou du règlement du personnel d'une organisation affiliée à un fonctionnaire en poste dans cette organisation avant le 1er janvier 1994 est pris en compte par la Caisse aux fins de la cotisation et du calcul des prestations."

Modifier l'appendice B comme suit:

APPENDICE B

RÉMUNÉRATION CONSIDÉRÉE AUX FINS DE LA PENSION DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPÉRIEUR

(En dollars des États-Unis)

(Entrée en vigueur: 1er novembre 1994)

Classes	Échelons														
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
Secrétaire général adjoint SGA	156 115														
Sous-Secrétaire général SSG	144 445														
Directeur D-2	120 837	123 738	126 471	129 310	132 212	135 180									
Administrateur général D-1	106 539	108 954	111 419	113 834	116 306	118 758	121 131	123 554	126 022						
Administrateur hors classe P-5	94 577	96 744	98 819	100 934	103 126	105 156	107 321	109 819	112 055	114 152	116 289	118 465	120 681		
Administrateur de 1re classe P-4	77 753	79 814	81 862	83 814	85 936	87 980	90 056	92 359	94 472	96 712	98 207	100 322	102 483	104 690	106 946
Administrateur de 2e classe P-3	63 710	65 688	67 600	69 424	71 306	73 163	75 143	77 511	79 063	81 154	82 688	84 513	86 402	88 333	90 308
Administrateur adjoint de 1re classe P-2	51 492	53 137	54 695	56 366	58 034	59 556	61 214	63 160	65 001	66 665	67 956	69 274			
Administrateur adjoint de 2e classe P-1	40 378	41 764	42 992	44 243	45 624	46 861	48 344	50 277	51 908	53 397					

Ajouter l'appendice C ci-après aux statuts de la Caisse:

APPENDICE C

RÉMUNÉRATION CONSIDÉRÉE AUX FINS DE LA PENSION DES AGENTS DU SERVICE MOBILE

(En dollars des États-Unis)

(Entrée en vigueur: 1er novembre 1994)

Échelons

Classes	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
FS-7	74 691	76 772	78 853	80 936	83 016	85 099	87 179	89 262	91 341	93 424	95 377	97 585			
FS-6	61 605	62 984	64 365	65 745	67 126	68 506	69 886	71 266	72 646	74 028	75 407	76 788			
FS-5	48 702	49 971	51 240	52 509	53 780	55 048	56 317	57 586	58 857	60 124	61 394	62 663	63 933		
FS-4	39 941	41 051	42 163	43 272	44 384	45 494	46 607	47 715	48 828	49 938	51 050	52 159	53 271	54 381	55 493
FS-3	32 285	33 337	34 416	35 483	36 550	37 615	38 707	39 828	40 934	42 055	43 162	44 322	45 483	46 644	47 804
FS-2	28 329	29 247	30 164	31 084	32 000	32 930	33 889	34 835	35 794	36 750	38 667	39 624			
FS-1	25 143	25 846	26 545	27 250	28 060	28 882	29 691	30 515	31 325	32 135					

ANNEXE II

Modifications du système d'ajustement des pensions

D. DIFFÉRENTIELS DE COÛT DE LA VIE

Remplacer le sous-alinéa v) de l'alinéa b) du paragraphe 6 par le texte suivant:

"b) v) Le différentiel de coût de la vie applicable dans chaque cas est finalement tiré des valeurs figurant dans le tableau suivant, le résultat étant, le cas échéant, obtenu par interpolation entre les différentiels applicables à la valeur d'indice immédiatement supérieure et à la valeur immédiatement inférieure indiquées dans le tableau:

"Prestations payables en cas de cessation de service ou de décès en cours d'emploi intervenant avant le 1er juillet 1995, et autres prestations en découlant

Rapport entre les traitements médians nets au lieu d'affectation et dans le pays de retraite	Différentiel de coût de la vie (en pourcentage)
--	---

Moins de 122	0
122	3
128	7
134	12
141	17
148	22
155	28
162	34
171	40
180 ou plus	46

"Prestations payables en cas de cessation de service ou de décès en cours d'emploi intervenant le 1er juillet 1995 ou ultérieurement, et autres prestations en découlant

Rapport entre les traitements médians nets au lieu d'affectation et dans le pays de retraite	Différentiel de coût de la vie (en pourcentage)
--	---

Moins de 105	0
105	3
110	8
116	14
122	19
128	25
134	31
141	38
148	45
155	52
163	60
171	68
180	76
189	85
198	94
208 ou plus	104"

E. AJUSTEMENTS SPÉCIAUX APPLICABLES AUX PETITES PENSIONS

Remplacer le paragraphe 7 par le texte suivant:

"7. Chaque fois que le montant en dollars correspondant au taux annuel normal d'une pension de retraite ou d'une pension d'invalidité payable en vertu des statuts de la Caisse est, avant toute conversion en une somme en capital, inférieur aux chiffres maximaux en dollars indiqués dans les tableaux ci-après, ce

montant fera l'objet d'un ajustement spécial, conformément aux barèmes suivants:

"Montant annuel de la pension
(en dollars des États-Unis) Ajustement spécial
(en pourcentage)

Cessation de service antérieure au 1er avril 1993

4 000	0
3 800	3
3 600	7
3 400	12
3 200	17
3 000	22
2 800	28
2 600	34
2 400	40
2 200 ou moins	46

Cessation de service intervenant entre le 1er avril 1993
et le 1er juillet 1995

6 500	0
6 250	3
6 000	6
5 750	9
5 500	12
5 250	15
5 000	18
4 750	21
4 500	25
4 250	28
4 000	31
3 750	34
3 500	37
3 250	40
3 000	43
2 750 ou moins	46

Cessation de service intervenant le 1^{er} juillet 1995 ou ultérieurement

6 500	0
6 250	3
6 000	7
5 750	12
5 500	17
5 250	22
5 000	28
4 750	34
4 500	40
4 250	52
4 000	60
3 750	68
3 500	76
3 250	85
3 000	94
2 750 ou moins	104"

I. PAIEMENT DE LA PENSION

Remplacer le paragraphe 23 par le texte suivant:

"23. Lorsqu'un bénéficiaire réside dans un pays autre que les États-Unis d'Amérique, le montant de la prestation périodique payable chaque mois est déterminé comme suit:

On convertit le montant en dollars calculé initialement comme il est indiqué à l'alinéa *a* du paragraphe 5 et ajusté, selon les modalités indiquées à la section H ci-dessus, en l'équivalent en monnaie locale au taux de change en vigueur le mois précédant le trimestre civil au cours duquel le versement doit commencer. Le montant ainsi obtenu est alors comparé avec le montant en monnaie locale calculé initialement comme il est indiqué à l'alinéa *b* du paragraphe 5 et ajusté ensuite selon les modalités indiquées à la section H ci-dessus. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 25, le bénéficiaire perçoit jusqu'au trimestre suivant le plus élevé des deux montants ci-après: le montant en monnaie locale ou l'équivalent en monnaie locale du montant en dollars, jusqu'à concurrence de: *a*) 120 p.100 du montant en monnaie locale pour les pensions payables au titre d'une cessation de service ou d'un décès en cours d'emploi antérieurs au 1er juillet 1995 et pour les autres prestations en découlant; *b*) 110 p. 100 du montant en monnaie locale pour les pensions payables au titre d'une cessation de service ou d'un décès en cours d'emploi intervenu le 1er juillet 1995 ou ultérieurement, et pour les autres prestations en découlant."

49/225. Financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment⁷³ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷⁴,

Ayant à l'esprit la résolution 350 (1974) du Conseil de sécurité, en date du 31 mai 1974, par laquelle le Conseil a créé la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment, et les résolutions postérieures par lesquelles il a prorogé le mandat de la Force, dont la plus récente est la résolution 962 (1994) du 29 novembre 1994,

Rappelant sa résolution 3211 B (XXIX) du 29 novembre 1974, relative au financement de la Force d'urgence des Nations Unies et de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment, et ses résolutions postérieures sur la question dont la plus récente est la résolution 48/253 du 26 mai 1994,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour le financement des dépenses occasionnées par la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment, une méthode différente de celle qui est utilisée pour couvrir les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

⁷³ A/49/553.

⁷⁴ Voir A/49/785 et Corr.1.